



YVES TROTIGNON

« Ne pas être préparé ne veut pas dire que c'était impensable. »

Ancien analyste à la DGSE et auteur de *Politique du secret. Regards sur «Le Bureau des légendes»* (PUF, 2018) Yves Trotignon est Enseignant à Sciences-Po et consultant pour un cabinet d'analyse des risques. Selon lui les renseignements français sont trop longs à s'adapter face à une menace jihadiste protéiforme et fortement évolutive.

Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber | photo : Lucas Hueber

Vous êtes connu pour être assez critique sur la lutte contre le terrorisme en France. Que reprochez-vous à l'organisation française dans ce domaine ?

Ce n'est pas des critiques pour le plaisir de critiquer, mais des critiques nées du fait que j'ai eu la chance d'être à l'intérieur du système et d'en être maintenant sorti. Je peux donc essayer d'avoir un regard presque scientifique. Ce regard est basé sur mon expérience et celle de mes anciens collègues, qui continuent à travailler dans le domaine, qu'ils soient membres des services de police, de la justice, de la magistrature, des chercheurs.

Ce que l'on peut reprocher à l'organisation française, c'est la lenteur avec laquelle elle prend conscience de l'ampleur du défi. Ce n'est pas une question d'incompréhension du phénomène, c'est une question de difficulté d'adaptation au phénomène. Notamment parce que les structures sont complexes, lourdes. Le pays est rétif aux réformes sur ces questions, le pouvoir politique est peu intéressé par les questions de renseignement et de sécurité intérieure,

sauf si l'on parle de délinquance.

L'affaire Merah en 2012, les alertes en 2014, les attentats de 2015... Ce que tout cela décrit, c'est des échecs. Peut-être parce que l'adversaire a été meilleur, mais aussi peut-être parce qu'on a été mauvais, voire très mauvais. La question des échecs peut avoir pour cause une mauvaise organisation, une mauvaise coordination ou une mauvaise prise en compte des évolutions de l'adversaire. Or, le refus des échecs est un problème culturel majeur en France. Les services de sécurité ne font pas forcément de « retex » (retours d'expérience) et, quand ils sont faits, ils prennent du temps à faire et sont très longs à être mis en œuvre par les services.

Un universitaire me disait qu'il fallait 5 à 10 ans pour tirer les conséquences opérationnelles dans les forces armées : changer les doctrines, changer les entraînements, le matériel. Donc, face à une menace intrinsèquement très évolutive, portée par des adversaires isolés ou par des vraies organisations structurées, le temps joue contre les États. Puisqu'on a un État très puissant,

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

avec une administration lourde et complexe, on n'est pas nécessairement en danger. Une fois que ce point de vue historique a été fait, se pose la question des victimes, de la protection de la population. Ça fait partie du contrat des États. Je suis critique, et je ne suis pas le seul. Je trouve que d'un côté, on est long, et que de l'autre, on est presque dans le déni.

Dans une interview accordée au Télégramme, juste après les attentats de janvier 2015, vous disiez qu'un attentat était nécessairement dû à un raté des services de renseignement. Quand on dit que le risque zéro n'existe pas, est-ce que c'est une litote ou est-ce que cela aurait pu être empêché par les services de renseignement ?

C'est une question cruelle. Sans faire de rhétorique facile, à partir du moment où vous faites du contre-terrorisme, vous essayez d'empêcher un attentat parce que c'est votre mission principale. Cela vaut pour les renseignements intérieur, extérieur et les services d'enquête. Donc à partir du moment où cela arrive, c'est que vous avez raté quelque chose. Vous pouvez avoir raté quelque chose à cause d'un petit raté, et ça arrive. Et parfois tout a raté. L'affaire Merah en est le parfait exemple : beaucoup de petits échecs qui se sont accumulés pour arriver à ce qu'on connaît. En travaillant pour une entreprise d'analyse du risque qui travaille pour des grands groupes, on se rend compte qu'un attentat évoque beaucoup un accident in-

dustriel. Ce n'est pas quelqu'un qui a sciemment fait du sabotage, c'est quelqu'un qui a fait une petite erreur, un autre qui a fait une autre petite erreur derrière et puis il s'est passé, à un moment donné, un alignement des planètes.

C'est particulièrement frappant dans la période qui suit l'attentat de Charlie Hebdo. Les terroristes sont connus, ils ont été suivis par les services français, ainsi que par d'autres services étrangers. La cible qu'ils frappent est connue, elle a déjà été

menacée, attaquée. Se pose alors la question : comment est-ce possible ? C'est une question cruelle. Les enquêtes de la presse montrent des choses embêtantes, vraiment embêtantes dans certains cas. Le problème, c'est que, pour se justifier, on va dire que le risque zéro n'existe pas. Ce qui est vrai. Les terroristes agissent, ils n'attendent pas que l'on vienne les chercher. Mais

« Le renseignement ce n'est rien d'autre que des activités humaines, qui sont compliquées, qui vont souffrir, notamment en France, d'un manque de coordination, de luttes de périmètre. »

le rôle des services de renseignement, c'est de tendre vers zéro, de réduire le risque le plus possible. C'est un devoir à l'égard de la population et c'est aussi une obligation des services, qui doivent être les plus efficaces possibles.

Mais le renseignement ce n'est rien d'autre que des activités humaines, qui sont compliquées, qui vont souffrir, notamment en France, d'un manque de coordination, de luttes de périmètre. Nous portons un regard très admiratif sur les Britanniques, qui étaient capables de faire des rapports officiels très durs sur leurs propres services. Ils ont une capacité à s'adapter, à prendre

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

des mesures rapides et, malgré tout ça, ils ont eu tout de même quatre attentats rien qu'au printemps 2017, dont trois d'islamistes radicaux et un d'extrême droite. Au bilan, cependant, la France a été bien plus durement frappée depuis trois ans que les Belges, les Britanniques ou les Allemands. Ce qui est un vrai questionnement.

On parle là de ce qu'il se passe avant Merah, avant Charlie Hebdo. Est-ce que depuis cette vague d'attentats, la situation s'est améliorée ?

Je ne peux que vous répondre oui, parce que les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au 9 janvier 2018, 20 attentats avaient été déjoués en France en 2017, soit trois ou quatre de plus qu'en 2016, ce qui est un vrai succès. On arrive à déjouer 20 attentats dans l'année, les services ont été plus efficaces, les lois ont été renforcées. Le bilan chiffré est bon. Mais il faut être modeste : deux jeunes femmes ont été assassinées à Marseille le 1er octobre.

Ce qui est embêtant quand on parle de 20 attentats déjoués, c'est que cela veut bien dire que la menace reste extrêmement vive. Il y a eu 20 personnes différentes qui ont voulu passer à l'action dans des endroits différents du pays, ou qui y pensaient. C'était peut-être du bricolage lamentable et des tentatives ratées, mais depuis Nice, on sait que des personnes seules peuvent commettre des actes horribles avec peu de moyens. Le fait d'avoir 20 attentats déjoués est aussi un indicateur assez inquiétant de l'état actuel de la menace.

Tous ces projets d'attentats déjoués étaient-ils d'origine jihadiste ?

En très grande majorité, ce sont des projets

jihadistes liés à l'État Islamique d'une façon ou d'une autre. Il y en a eu venant de l'extrême-droite, mais cela reste minoritaire. Il y a bien une montée des périls d'extrême-droite, mais, pour l'instant, c'est la menace jihadiste qui prédomine, que cela soit l'État Islamique ou Al-Qaïda.

Tous ces gens s'influencent. Ils lisent, se renseignent, s'inspirent les uns des autres. Parmi les gens arrêtés par les services de police- de façon très préventive parce que la loi le permet désormais- certains ont pu être arrêtés alors qu'ils allaient passer à l'action. Il y a aussi la question des gens qui sont arrêtés alors qu'ils parlaient de faire un attentat, mais qui n'étaient pas encore passés à la phase de repérage ou de logistique. Le fait est que ces gens-là sont malgré tout considérés comme menaçants par la justice et peuvent être arrêtés pour ça.

Comment est contrôlée l'action des renseignements en France ?

Le contrôle est prévu par la loi. Jean-Jacques Urvoas avait fait voter une loi sur le contrôle des services de renseignement en 2016, qui était une véritable avancée démocratique. On est cependant très loin du contrôle parlementaire qu'ont des pays comme la Grande-Bretagne, les États-Unis ou le Canada.

On l'a bien vu pendant les commissions parlementaires sur le 13 novembre, les chefs des services qui viennent devant les parlementaires disent ce qu'ils veulent dire. Certains font certes preuve d'une honnêteté admirable et reconnaissent leurs échecs. On ressent même de l'émotion du côté de la DGSE et de la DGSI. Mais dans les deux tomes du rapport, tout le monde n'a pas l'honnêteté ou la grandeur d'âme de reconnaître son échec ou de ne pas enjoliver la

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

réalité avec un ou deux mensonges. Or, ils ne sont pas repris par les parlementaires. Le système ne permet pas de passer sur le grill un chef de service, son directeur ou un sous-directeur, et ce pour plusieurs raisons. La première est culturelle : nous sommes en France, l'État est très fort et il n'est pas question que les parlementaires aillent trop loin dans le travail sur les services.

Le deuxième problème est celui de la compréhension qu'ont les parlementaires des enjeux de renseignement. Il y a quelques années, on posait des questions sur le renseignement technique. Quand on me disait après Snowden « *la NSA, ce sont tous des fumeurs* », je répondais

« *mais qu'est-ce que vous croyez qu'on fait ?* ». On avait un problème initial très important sur la compréhension de ce qu'était le renseignement.

Le renseignement intérieur est encadré par la loi. Si l'on parle du renseignement extérieur en revanche, il s'agit d'un travail de corsaire, comme me l'avait dit un jour un ancien DG. Il y a une vraie grandeur à être un corsaire, un pirate qui travaille pour la République. Après, cela peut piquer un peu les yeux et troubler les gens pour qui, si on n'a pas une carte tricolore et une identité connue, on est simplement une barbouze. Pour en revenir à votre question, il y a un contrôle qui est fait, en théorie, par le parlement et qui est incomplet. Il est en progrès, mais ce n'est pas encore satisfaisant. Le contrôle politique n'est porté que sur les résultats, c'est assez frappant. Entre 2015 et 2016, il n'y a eu aucune réforme du renseignement en France malgré les échecs. Certes, il ne s'agit pas de dire, alors que les victimes sont encore tièdes, « *il faut faire*

une réforme ». Mais en 2015, il y a eu un attentat tous les deux mois, un petit, puis un gros. On peut faire une réforme ponctuelle en disant qu'on démontera quand la tempête sera passée, on peut aussi considérer que le phénomène durera longtemps et, pour les jihadistes, je pense que c'est le cas. Le politique ne juge qu'aux résultats et il est parfois responsable. Politiquement, il l'est, administrativement il peut aussi l'être en cas d'absence de réformes.

Le contrôle démocratique est celui de la presse d'investigation, qui peut faire des enquêtes à charge ou à décharge. Matthieu Suc de *Mediapart* est d'ailleurs le premier à

« On avait un problème initial très important sur la compréhension de ce qu'était le renseignement. »

dire que les gens travaillent, que ça bosse, que ce sont des gens très bons. Et que ce soit la police, les militaires, les gendarmes, les espions, tout le monde croit dur comme fer à la France, à la République, et au fait de sauver des vies. Ils travaillent tous, mais dans des

conditions embêtantes. Or, la presse ne va pas passer ses journées à dire que tout va bien. C'est compliqué de dire, le 15 juillet 2016, « *encore un succès* ». Soit vous critiquez trop fort et ce n'est pas argumenté, soit vous passez votre temps à tresser des couronnes de lauriers aux ministres et aux services et ça en devient ridicule. On peut parfaitement dire que la guerre de 2013 au Sahel a été parfaitement menée et que, 5 ans plus tard, on est complètement enlisé. Ce n'est pas incompatible et ce n'est pas incohérent.

En résumé, le contrôle parlementaire n'est pas satisfaisant. Le contrôle politique ne l'est pas non plus. Le contrôle par la presse ne peut pas l'être, parce que la presse n'a accès qu'à des choses qu'elle découvre. Le

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

travail des universitaires peut aussi être un levier sur le contrôle. Mais il y a une incapacité intrinsèque de ce domaine, à savoir celle de ne pas pouvoir travailler à court terme. C'est un travail sur le temps long, en ayant une incapacité à réagir à chaud, en se méfiant, pour des raisons culturelles, des réactions à chaud et en ayant, encore peut-être plus que la presse, un accès restreint aux documents.

Ça aussi, ça change, mais très lentement. Une fois que l'on a posé la question du contrôle des services, on doit se demander

à quoi ça sert ? Comment ça marche ? Est-ce que cela a été efficace ?

L'intérêt des bilans annuels donnés par le ministre, c'est qu'il y a la possibilité de dire que les services travaillent, au cas où certains en doutaient. Ça a également l'intérêt de contrer la litanie de mauvaises nouvelles que les journalistes et les gens comme moi

peuvent aligner. Mais je pense que, dans le domaine du contre-terrorisme, les mauvaises nouvelles sont plus importantes que les bonnes. Il suffit qu'un attentat réussisse, et tout est par terre. Il suffisait qu'on ait eu un autre attentat comme Nice en 2017 et tout était par terre, et à ce moment-là un attentat déjoué ça n'aurait rien changé.

Il y a aussi une question de discours et de contre-discours. L'État défend son action, c'est normal. La presse critique son action, de façon plus ou moins constructive, elle apporte une parole contraire, c'est son travail. Le problème que l'on a, c'est d'arriver à discerner des tendances. La question est sur quelle tendance est-on ? Est-ce que l'on considère que l'on est sur une décrue ?

Ou, que malgré les attentats déjoués, les services ont pris le dessus ? Que la menace est réelle, mais que les modes opératoires adoptés, la force des cellules font qu'ils sont prenables, même si ça peut être de justesse, hélas, avec des drames comme à Marseille ? Ou est-ce que c'est une petite pause avant la question des revenants, de ceux qui ont été empêchés de partir, ou qui ont renoncé à partir, ceux qui vont sortir de prison ? Car, pour rappel, comme le note Jean-Charles Brisard (président du Centre d'analyse du terrorisme), en 2020, ils vont

sortir en masse.

Se pose la question, aussi, des revenants d'autres pays européens, les Italiens, Belges, Néerlandais, Allemands, Danois qui reviennent et qui peuvent se déplacer librement en Europe. Il y a aussi la question de la guerre contre les jihadistes. Demain, on peut très bien imaginer un attentat majeur contre les

« Dans le domaine du contre-terrorisme, les mauvaises nouvelles sont plus importantes que les bonnes. Il suffit qu'un attentat réussisse, et tout est par terre. »

intérêts français, à savoir l'attaque d'une ambassade, d'un hôtel, d'un avion au décollage. Là, les modes opératoires sont multiples.

C'est important de dire que ça marche correctement à l'intérieur, mais regardons les difficultés que l'on a au Mali par exemple. Il y a deux morts par jour au Mali. Ce ne sont pas des morts français pour l'essentiel, mais on ne peut pas considérer que l'on a gagné contre les terroristes dans ces conditions. C'est la même chose en Égypte pour les Britanniques.

C'est bien de dire que l'on arrête des jihadistes et que l'on empêche des attentats en France. Mais est-ce déterminant dans la lutte mondiale contre le jihadisme ?

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

Non. Est-ce révélateur d'une décline du phénomène ? Non. Il suffit de regarder les arrestations en Malaisie, en Indonésie, les déplacements de combattants. Il y a maintenant 30 000 talibans en Afghanistan. On leur fait la guerre depuis 2001 et ils sont aujourd'hui 30 000. On peut considérer que l'on a raté quelque chose à un moment donné, mais quoi ? Peut-être tout. Peut-être que ça n'était pas gagnable. Et le fait que l'Afghanistan puisse redevenir, pour les 20 ans du 11 septembre, une sorte de *hub* de jihadistes, c'est assez vertigineux.

Vous disiez qu'il n'y avait pas eu de réformes de l'organisation des services entre 2015 et 2016, mais à chaque attentat les politiques parlent de créer une instance de coordination entre les services, et Emmanuel Macron à parlé d'une task force, on en est où ?

C'est une question très compliquée. Il y a très clairement besoin de quelque chose qui s'apparenterait à une stratégie contre le jihadisme. En tant que chef d'État vous pouvez poser l'idée que le jihadisme est un phénomène qui vous menace, au même titre que le crime organisé, le blanchiment d'argent... Donc vous pouvez considérer qu'en tant que chef d'État, votre boulot, c'est de tenir le choc face au jihadisme et que, quand bien même cela va durer des années, cela ne dictera pas votre posture internationale. Donc vous allez faire du mieux possible pour empêcher des attentats – c'est le boulot des services – mais vous allez aussi essayer de lutter contre d'autres choses, comme le chômage, etc. Ou alors vous faites comme le président

français l'a fait dans une déclaration, plutôt brutale, posant que la lutte contre le terrorisme est l'axe principal de votre politique étrangère. Quand on voit les pertes en 2015/2016 en perte humaines civiles ou même militaires sur le terrain, pourquoi pas ? Ce n'est pas moi qui vais vous dire que le jihadisme est un phénomène anecdotique ! Donc oui, cela vaut le coup de s'y mettre. Mais une fois qu'on a dit ça, il faut avoir une stratégie. Ça paraît bête, mais c'est comme ça.

Or, pour l'instant, cette stratégie, on ne la voit pas. Et quand bien même vous en au-

riez une, il faudrait la mettre en place. Pour cela, il faut un organe de coordination au-dessus des services. Il y avait le poste de CNR (centre national du renseignement) qui a été doublé – c'est le même qui l'occupe – par la task force du centre national de lutte contre le terrorisme (CNLT). Cette task force est sensée s'imposer aux ser-

vices et les conduire, non pas à se coordonner tactiquement – ils le font au quotidien, c'est le boulot de l'UCLAT (Unité de coordination de la lutte antiterroriste)- mais à travailler ensemble au service de la ligne définie par l'état.

Cette ligne, pour le moment, c'est simplement celle-ci : nous arrêtons des individus, nous en tuons d'autres, nous faisons arrêter des gens par des pays alliés, et quand il faut faire la guerre, nous faisons la guerre. Bref, on neutralise, c'est ce que j'appelle le syndrome Space Invaders. Vous tirez en l'air, et puis à un moment donné, ça tombe et vous vous arrêtez. On peut tenir longtemps comme ça, c'est une simple question de réflexes. Mais on ne pèse pas sur le

« C'est ce que j'appelle le syndrome Space Invaders. Vous tirez en l'air, et puis à un moment donné, ça tombe et vous vous arrêtez. »

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

phénomène durablement.

Soit on considère que nous ne pèserons pas sur ce phénomène, parce qu'il est historique – ce que je commence à penser – soit on considère que ce n'est pas si important que cela. Donc la task force créée au mois de juin, et qui a recruté mollement, on n'est pas certains qu'elle produise quelque chose de différent des services. Et surtout, on n'est pas certains qu'elle a la puissance administrative pour s'imposer à la DGSI, la DGSE, la DRM (Direction des renseignements militaires), aux forces spéciales, et à tous les gens qui, d'une façon ou d'une autre, travaillent sur le sujet, en étant sur le terrain ou en produisant de l'intelligence.

On en arrive à six mois d'activité, le préfet Pierre de Bousquet de Florian qui est en poste est un homme brillant. Il a fait des déclarations rarissimes, mais très pertinentes sur l'analyse de la menace. Mais ce qu'il dit d'autres à la DGSE pourraient le dire aussi, donc on ne sait pas ce qu'il apporte de plus aux services ou au président.

Lors du colloque de l'association 13onze15, où vous étiez présent, François Molins a été interpellé par une rescapée du Bataclan. Elle souhaitait qu'on lui explique pourquoi la gestion des blessés avait été aussi chaotique. Il a répondu que les institutions n'étaient pas préparées. D'un point de vue factuel, est-ce recevable ?

Vous savez ce que j'en pense, je l'ai écrit à plusieurs reprises, y compris au mois de novembre sur *The Conversation*. Bien sûr qu'on s'y attendait, la BSPP (Brigade de sapeurs-pompiers de Paris) s'est entraînée le jour-même sur un scénario d'attentat multi-sites. Pour un de mes cours, j'ai cherché des vidéos d'attentats tirés de fiction, et je

suis tombé sur un film que je ne connaissais pas, réalisé en Inde en 2013, sur l'attentat de Bombay. Il est finalement peu connu en France.

Pour contextualiser, il s'agit de trois jours d'attentats dans Bombay commis par des jihadistes qui attaquent des commerces et des restaurants avant de prendre des otages dans un hôtel et de tenir la position, jusqu'à ce qu'ils soient abattus. Il y a une scène du film extrêmement dérangeante où l'on voit ces jihadistes, des Kashmiris pakistanais, qui rentrent dans un café et mitraillent. C'est exactement ce que l'on a vu sur les terrasses de Paris dans les Xe et XIe arrondissements le soir du 13 novembre 2015. Le film est réalisé cinq ans après les attentats de Bombay, qui sont eux-mêmes un choc stratégique, un échec des renseignements indiens, etc. Mais des gens qui en tuent d'autres avec une kalachnikov à des terrasses de café ça s'est déjà vu plein de fois, et pas qu'avec des jihadistes, ça s'est vu au Liban, en Arabie Saoudite, ce n'est pas nouveau.

François Molins qui a été admirable de solidarité et d'empathie admet qu'il y a eu une impréparation. Mais il ne dit pas que c'était inconcevable ! Le fait de ne pas être préparé ne veut pas dire que c'était impensable. Un mois avant, j'avais écrit que ça allait arriver. Ça faisait des mois que j'écrivais au bureau qu'il y aurait, un jour, des attentats multi-sites à Paris, que les services étaient au courant de telles menaces... On en revient à la question initiale, à savoir la prise en compte de l'évolution de la menace et notre incapacité à s'adapter.

À mes yeux, c'est une faute professionnelle de ne pas étudier l'adversaire et de ne pas penser qu'il va évoluer. Vous vous adaptez à lui si vous le pouvez, mais lui, de toute façon, va faire des attentats, c'est sa raison

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

d'être. Nous nous existons en tant que démocratie, tout est critiquable et critiqué... Ce qu'on fait, c'est la démocratie, eux font du terrorisme. Une violence politique au service d'un projet révolutionnaire, qu'ils ne peuvent imposer par les urnes et qu'ils imposent donc par la violence et les attentats. À partir du moment où ils ne font que ça et où c'est leur seul moyen d'expression, votre devoir, en tant que service de renseignement, en tant que magistrat, en tant que chercheur, c'est de travailler sur ce que ces personnes font, comment et pourquoi elles le font, quelles sont les tendances, etc.

À Berlin, le 19 décembre 2016, la question est de savoir pourquoi on a laissé une barrière en bois à l'entrée du marché de Noël alors que l'on avait des exemples répétés de voiture-bélier en Israël, et l'exemple horrible de Nice quelques mois avant. François Molins admet qu'on n'était pas préparé, et moi, ça ne cesse de me mettre en colère.

Le rapport de la commission parlementaire sur les attentats de 2015 conclut que l'interception de jihadistes avouant qu'ils avaient été recrutés par Abdelhamid Abbaoud pour attaquer des salles de concert n'aurait pas pu changer la donne, parce que cela aurait nécessité que les magistrats et les services retiennent toutes les cibles. Est-ce un manque de connaissances sur le renseignement, ou est-ce réellement à tomber de sa chaise ?

Les deux ! En matière de lutte contre le terrorisme, si vous ne protégez que les cibles, vous êtes condamnés à l'échec,

parce que les cibles sont en nombre illimité. C'est pour cela que le contre-terrorisme a toujours besoin de se projeter le plus en amont possible pour intercepter la menace à sa source, comme au Sahel, en Afghanistan, en Syrie ou en Irak. Et c'est pour cela que l'on se pose la question de la prévention, façon Minority Report, avec la modélisation du comportement, etc. Si vous ne pouvez pas croiser toutes les cibles, il faut être le plus efficace en détection et en compréhension en amont. Mais si vous ne comprenez pas ce que vous détectez, tout cela ne sert à rien.

« Si vous ne pouvez pas croiser toutes les cibles, il faut être le plus efficace en détection et en compréhension en amont. »

Le problème que j'ai par rapport au 13 novembre 2015, c'est la non-détection du commando, l'échec des services belges et français, les difficultés d'intervention entre la BRI, le RAID, le GIGN pour savoir qui y va. Oui, le Bataclan était déjà sur les radars. Mais est-ce que c'était facile de mettre en relation le Bataclan avec la menace terroriste ?

C'est compliqué, et, à ce stade, ce serait réécrire l'histoire. Le fait est qu'à partir du moment où vous ratez le départ de la balle, vous la prenez. C'est triste à dire, mais c'est comme ça. Les types arrivent à se projeter de Syrie et d'Irak, à passer en Europe où ils montent leur réseau, ils arrivent à Paris, ils passent à l'action... C'est trop tard. Si vous avez un échec initial dans la détection et la compréhension, la catastrophe est quasiment garantie, sauf miracle.

Et vous savez qu'il y a eu des gens héroïques au Bataclan, au stade de France, sur les terrasses, des pompiers venus à titre personnel pour sauver des gens, des Parisiens qui ont ouvert leurs portes pour accueillir des gens. Un vigile du Bataclan a été

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

couvert de gloire, comme le garçon de l'Hyper Cacher qui a sauvé beaucoup de gens. La société réagit admirablement. Mais c'est bien la société qui est attaquée, elle n'est pas la dernière ligne de défense, elle est la cible. Il y a donc quelque chose qui a raté au début. Donc peut-être que ce qu'il faut, et ce sera le travail des historiens et des spécialistes scientifiques des services, c'est un accès à toutes les données brutes dont disposaient les services pour voir s'il y a eu un problème en termes d'analyses du phénomène.

Vous faites partie de ceux qui tentent d'expliquer ce qu'est le terrorisme, vous a-t-on déjà accusé d'excuser le terrorisme ?

Bien sûr ! C'est d'ailleurs assez drôle quand les gens ne savent pas d'où je viens et ce que je fais comme métier. Mais bien sûr. J'ai par exemple été accusé d'être mou. Il y a deux ans, je prenais un café avec un ami et arrive alors une connaissance commune qui était très remontée, et qui me dit qu'il faut expulser tous les salafistes. Il ne savait pas ce que j'écrivais ou ce que je faisais. Je lui demande pourquoi on expulserait les salafistes, et où ? En Salafie ? On peut penser ce qu'on veut du salafisme et de son interprétation de l'islam, mais le salafisme est une activité légale en France, comme il y a des intégristes catholiques qui disent des choses horribles, des gens d'extrême-gauche qui disent qu'il faut tuer tous les bourgeois, des gens d'extrême-droite. C'est comme ça.

Il était typique de ces gens qui ont la trouille, qui ne comprennent pas, et qui pensent qu'expliquer c'est commencer à excuser. Non ! Expliquer, c'est essayer de comprendre pour mieux lutter ! C'est ce qui fait qu'on n'attaque pas un croiseur

avec une fronde, ou que je ne fais pas une course de formule 1 avec une deux chevaux ! Cela aurait probablement beaucoup de panache, mais je me ferais rapidement doubler par mes adversaires avant même d'avoir dépassé la ligne de départ [rires]. Et bien là c'est pareil.

Des gens comme moi sont accusés par des gens de gauche, ou très à gauche, d'être un fasciste ou un raciste, accusation parfaitement absurde et jamais argumentée qui repose sur de la peur et des projections d'obsessions. Vous êtes aussi accusés par l'extrême droite ou la droite dure d'être mou. On m'a insulté de « capitulard gauchiste » pour un papier que j'avais écrit dans *Le Monde* sur l'attaque ratée du Thyls. On est alors en pleine vague d'attentats et je dis que ça va durer, qu'il faut s'habituer et tenir le choc.

C'est la posture de Churchill, je me bats sur la plage, je vous envoie tout ce que je peux, je vous envoie, si besoin, des canettes de bière, mais je ne me rends jamais. Et pour avoir écrit cela, je me fais insulter de « capitulard gauchiste », pour avoir dit qu'il fallait s'y habituer. Ce qui est tout à fait réjouissant, puisque j'ai aussi écrit qu'il fallait droner des jihadistes, envoyer des snipers, les tuer si on ne pouvait pas les arrêter. Vous avez aussi des islamistes radicaux qui vous soupçonnent d'être raciste, anti-musulman...

Mais il y a aussi des critiques intéressantes, parce qu'elles ne sont pas infondées. J'ai évidemment choisi mon camp ! On l'a tous choisi. Je ne suis pas pour massacrer tous nos adversaires, mais je suis pour la survie de la France en tant que république laïque, d'une laïcité apaisée. Donc oui, il y a des gens qui vous ramènent, avec leur propre ressenti, à des réalités cruelles. Un islamiste radical sur Twitter m'avait dit «

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

oui, les jihadistes décapitent des gens, mais vous vous faisiez quoi ? ». Et il me sort une photo de soldats français au Maroc dans les années 20, pendant la guerre du Rif, qui tiennent une tête d'insurgé marocain. Un de ces soldats aurait très bien pu être mon arrière-grand-père. Et là vous vous dites, comme Merlin dirait d'Elias dans *Kaamelott*, « ah, il est fort le con ! ». Parce que je ne peux pas le nier ! Sauf que si c'est mon arrière-grand-père, je suis certes héritier de ses crimes, mais je ne les prolonge pas pour autant ! Et je suis dans un pays qui tente d'évoluer sur ces questions de violence et de domination étrangère. Alors je ne dis pas que j'aurais félicité mon grand-père. Mais c'était il y a cent ans, à ce rythme-là je vais vous renvoyer les pirates mauresques, puis vous allez me ressortir les croisades, et moi les tribus juives contre le prophète ? On ne s'en sortira pas ! À la fin on va s'engueuler avec les Italiens à propos de Jules César !

Il y a cette question de la mémoire humaine, la guerre du Rif plus personne ne l'a vécue, mais des gens ont raconté, que cela soit du côté des colonisés ou des colonisateurs. Il y a des critiques infondées, et des critiques non-recevables parce que vous êtes dans un camp opposé mais qui vous renvoie à vos propres réalités et à ce que vous devez essayer de construire.

Je n'ai aucun problème à ce qu'on aille tuer des individus à l'étranger, du moment qu'on n'en tue pas 10 000. S'il faut tuer un émir jihadiste en Afghanistan parce qu'il est très menaçant et qu'on n'arrive pas à le saisir, alors faisons-le. Ça ne veut pas dire qu'il faudra tuer sa famille et envahir le pays. Et en même temps, je suis conscient que ce qu'on fait en tant qu'Occidentaux peut s'apparenter à une forme de domination militaire sur les populations du Sud, oppri-

mées, mal gouvernées ou dirigées par des hommes politiques corrompus. Mais il faut bien choisir son camp. Je ne peux pas être neutre, peut-être que sans mon passage aux services j'aurais été plus neutre, et j'essaie de l'être intellectuellement, pour être rigoureux. Mais il n'y a pas de neutralité possible. ■



***Politique du secret -
Regards sur le Bureau des légendes -
Yves Trotignon -
PUF (2018)***